



Selon OCHA, des mouvements de retour ont été signalés dans plusieurs territoires. À Walikale, plus de 2 772 ménages sont retournés dans leur village au sein de la zone de santé de Pinga. Dans le territoire de Masisi, 9 070 ménages ont regagné la zone de santé de Masisi. Enfin, dans le territoire de Rutshuru, 15 100 personnes sont revenues dans la zone de santé de Rwanguba. Selon l'UNICEF, après des années de déplacement, de nombreuses familles de retour ont retrouvé leurs terres occupées, utilisées par d'autres civils ou groupes armés, voire totalement détruites, augmentant ainsi le risque de violences intercommunautaires. Par ailleurs, d'après le rapport de l'OIM du 14 mars 2025, certains sites de PDI situés aux environs de Goma, auparavant vidés en raison du conflit, sont de nouveau occupés. C'est notamment le cas des sites **8ème CEPAC LAC VERT** et **Rusayo 2 extension**, qui accueillent actuellement **149 et 66** ménages respectivement.



L'insécurité persistante à l'Est de la RDC a fortement perturbé le secteur éducatif, entraînant la destruction d'écoles, l'occupation de certains établissements par des groupes armés non étatiques et le déplacement massif d'élèves et d'enseignants. Dans les territoires de Béni et Lubero, entre le 24 février et le 3 mars, le nombre d'écoles rouvertes ainsi que le taux de fréquentation scolaire ont progressivement diminué. Selon les résultats de REACH, cette baisse est particulièrement marquée dans un tiers des localités évaluées à Lubero, où les écoles étaient occupées par des PDI. Au Sud-Kivu, les localités de Kalehe, Kabare, Fizi et Uvira accueillent une forte concentration d'élèves déplacés. Par ailleurs, **48 écoles** sont actuellement utilisées comme abris pour les PDI, tandis que **49 autres** restent occupées par des groupes armés non étatiques dans les localités de Kahele et Kabare. Toutefois, depuis février 2025, les efforts en faveur de la reprise des cours ont contribué à une amélioration progressive de la situation. Au Nord-Kivu, dans les territoires de Goma et Nyiragongo, **85,3 % des écoles maternelles, 92,2 % des écoles primaires et 96,9 % des écoles secondaires** ont rouvert et repris leurs activités.



Besoins prioritaires

L'évaluation du PAM, réalisée du 19 au 22 février 2025, indique qu'environ 90 % des ménages déplacés et retournés au Nord et au Sud-Kivu souffrent d'une consommation alimentaire insuffisante. Les informateurs clés rapportent une alimentation de mauvaise qualité et en quantité insuffisante, aggravée par l'irrégularité de l'approvisionnement en nourriture, elle-même liée à la baisse des stocks agricoles et à la flambée des prix. Cette hausse des prix, attribuée à l'augmentation du taux de change et des coûts de transport, a également été constatée par REACH dans son évaluation menée dans la zone de santé de Rutshuru. Par ailleurs un risque de pénurie pour certains produits de base a été rapporté par la majorité des IC. La farine de maïs, le combustible et l'huile de palme étaient les produits les plus à risque de pénurie selon les informateurs clés.



L'accès aux soins médicaux reste une priorité majeure. La destruction de 27 centres de santé à Goma et Bukavu a considérablement réduit le nombre d'hôpitaux fonctionnels dans les Kivus. Cette diminution, combinée à la fermeture des établissements bancaires dans la région, limite fortement l'accès aux soins. Par ailleurs, la surpopulation et l'insalubrité des sites de PDI au Nord et au Sud-Kivu augmentent le risque de propagation des épidémies de choléra, de rougeole et de Mpox, déjà présentes avant la crise. Concernant le choléra, les autorités sanitaires du Nord-Kivu ont signalé environ 614 cas supplémentaires entre janvier et la mi-mars de cette année, comparé à la même période en 2024.

Retrouvez l'intégralité des produits d'information REACH sur la RDC:

Centre de Ressources

Suivez les publications de REACH sur la crise actuelle: DRC Emergency Thread

Note de fin :

¹ Cette carte reprend les flux de déplacements et de retours (localité de départ et d'arrivée) confirmés par au moins 3 IC. Compte tenu de la proximité de certaines localités, des localités proches ont été groupées sous forme de hubs. Une localité principale a été assignée à chaque hub. Lorsque indiqué dans la légende, les flux de déplacements ou de retours figurant sur la carte sont rapportés au niveau du hub. La géolocalisation exacte des localités est parfois approximative en raison des données géographiques disponibles.

À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'Acted et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).